

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 12 décembre 2012

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012	2
Les entreprises canadiennes comptaient 267 000 postes vacants en septembre, soit 19 000 de plus que 12 mois plus tôt. Il y avait 5,3 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport au chiffre de 5,7 enregistré en septembre 2011.	
Bilan des investissements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2012	12
La dette extérieure nette du Canada a augmenté de 53,7 milliards de dollars pour atteindre 296,6 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. Cette hausse a été principalement attribuable aux effets de l'appréciation du dollar canadien sur les actifs en devises étrangères ainsi qu'à l'augmentation de l'emprunt à l'étranger au cours du trimestre.	
Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), deuxième trimestre de 2012	17
Ciment, octobre 2012	19
Exportations des grains, selon les destinations finales, octobre 2012	20
Enquête sur les personnes ayant des problèmes neurologiques au Canada, 2011	21
Nouveaux produits et études	22



Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012

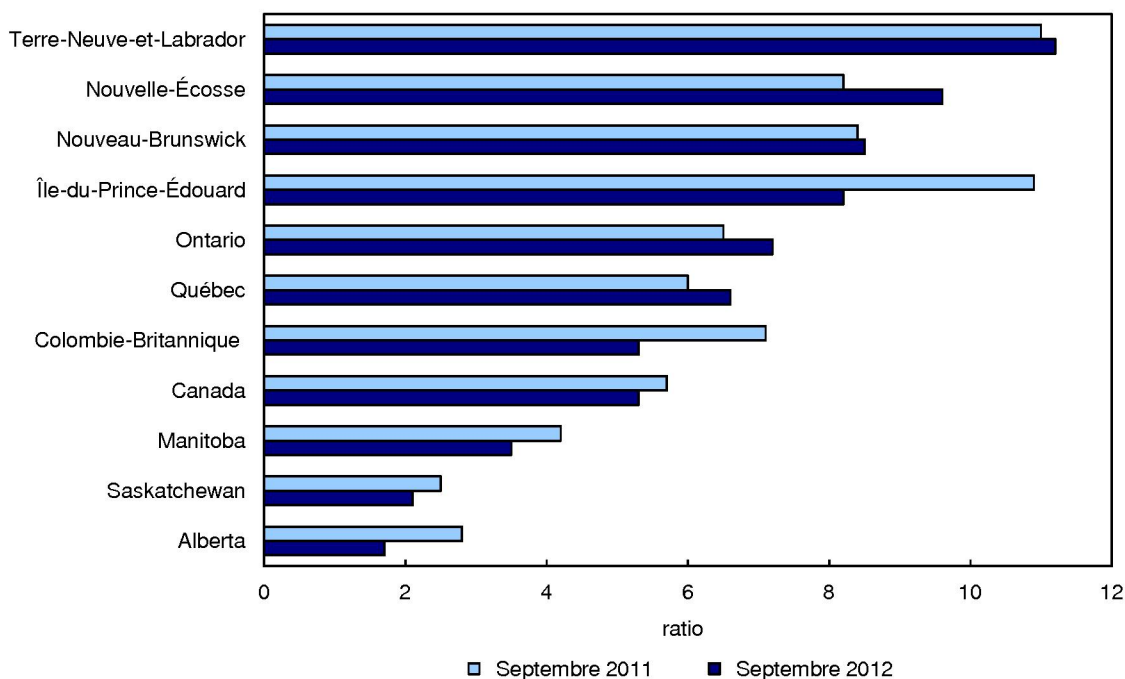
Les entreprises canadiennes comptaient 267 000 postes vacants en septembre, soit 19 000 de plus que 12 mois plus tôt. Il y avait 5,3 chômeurs pour chaque poste vacant, en baisse par rapport au chiffre de 5,7 enregistré en septembre 2011.

La diminution du ratio chômeurs-postes vacants a été entièrement attribuable à l'augmentation du nombre de postes vacants.

Les ratios les plus élevés se trouvent dans l'Est, et les plus bas, dans les Prairies

À l'échelle provinciale, les ratios chômeurs-postes vacants les plus élevés ont été enregistrés dans l'Est du Canada. Terre-Neuve-et-Labrador comptait 11,2 chômeurs par poste vacant en septembre, suivie de la Nouvelle-Écosse (9,6) et du Nouveau-Brunswick (8,5). Ces ratios ont peu varié par rapport à 12 mois plus tôt.

Graphique 1
Ratio chômage-postes vacants, tous les chômeurs, par province, moyenne de trois mois, septembre 2011 et septembre 2012



En Colombie-Britannique, le ratio chômeurs-postes vacants s'est établi à 5,3 en septembre, en baisse par rapport au ratio de 7,1 enregistré en septembre 2011. La baisse du ratio résulte à la fois de l'augmentation du nombre de postes vacants et de la diminution du nombre de chômeurs au cours de cette période.

Les provinces des Prairies constituaient 12 % de l'ensemble des chômeurs au Canada, mais représentaient 32 % de l'ensemble des postes vacants. Par conséquent, leurs ratios chômeurs-postes vacants étaient les plus bas de toutes les provinces.

Au Manitoba, le ratio a diminué, passant de 4,2 à 3,5 au cours de la période de 12 mois, principalement en raison de l'augmentation du nombre de postes vacants, qui est passé de 9 600 à 11 400.

En Alberta, il y avait 1,7 chômeur par poste vacant, soit un ratio inférieur à celui de 2,8 observé en septembre 2011. Cette baisse a été attribuable à une diminution du nombre de chômeurs conjuguée à une hausse du nombre de postes vacants. En Saskatchewan, le ratio était de 2,1, soit à peu près au même niveau que 12 mois plus tôt.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le ratio a diminué durant cette période de 12 mois, passant de 10,9 chômeurs par poste vacant à 8,2. Cette baisse s'explique par une légère remontée du nombre de postes vacants, qui est passé de 700 à 1 000, alors que le nombre de chômeurs était inchangé (voir la note aux lecteurs sur la qualité des données).

En septembre, le ratio chômeurs-postes vacants s'est établi à 7,2 en Ontario et à 6,6 au Québec, ce qui est peu différent des ratios observés 12 mois plus tôt.

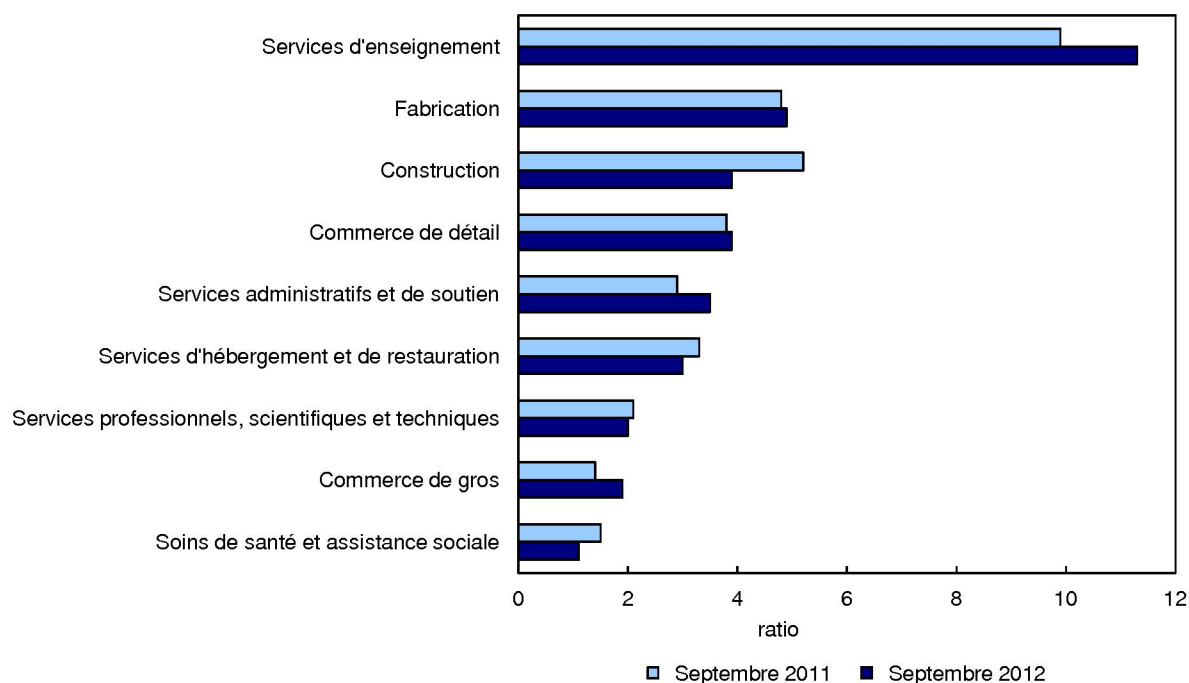
Ratio par secteur

L'analyse sectorielle du ratio chômeurs-postes vacants se limite aux personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents, car les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour ce groupe.

Dans les principaux secteurs d'activité, la plus forte baisse du ratio a été observée dans la construction. Ce secteur comptait 3,9 chômeurs par poste vacant en septembre, en baisse comparativement à 5,2 un an plus tôt. Cette baisse a été principalement attribuable à la hausse du nombre de postes vacants. L'emploi salarié dans ce secteur a également progressé au cours de cette période.

Graphique 2

Ratio chômage-postes vacants par principaux secteurs, chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents, moyenne de trois mois, septembre 2011 et septembre 2012



Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale affichait un ratio de 1,1 en septembre, en baisse par rapport au ratio de 1,5 enregistré en septembre 2011, le nombre de postes vacants ayant nettement augmenté dans ce secteur. Il s'agit du ratio le plus bas de tous les principaux secteurs d'activité.

Le commerce de gros a été le seul grand secteur d'activité à avoir connu une hausse marquée du ratio. En septembre, le ratio chômeurs-postes vacants y était de 1,9, comparativement à 1,4 en septembre 2011, la progression étant entièrement attribuable à l'augmentation du nombre de chômeurs.

En septembre, les services d'enseignement affichaient le ratio chômeurs-postes vacants le plus élevé, en raison du grand nombre de chômeurs durant les mois d'été. Ce ratio s'apparente à celui observé en septembre 2011.

Pour ce qui est des secteurs d'activité moins grands, le secteur des arts, des spectacles et des loisirs a connu une baisse du ratio, celui-ci passant de 9,2 à 5,6 au cours de la période de 12 mois, sous l'effet combiné d'une baisse du nombre de chômeurs et d'une hausse du nombre de postes vacants.

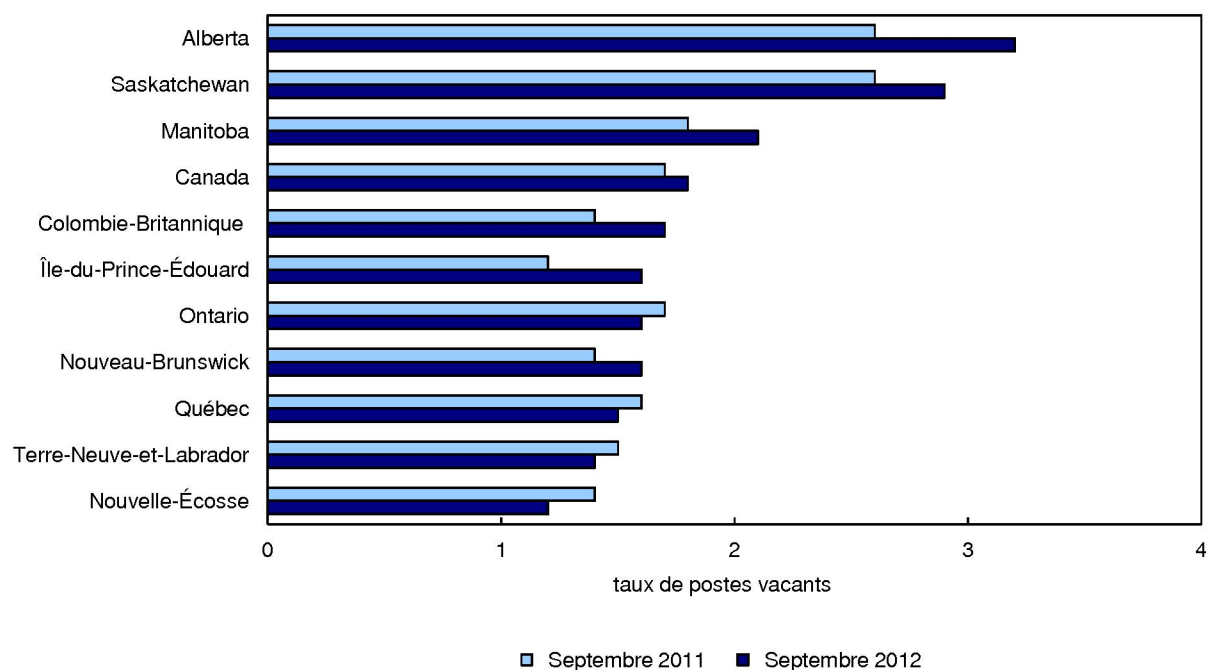
Taux de postes vacants

Le taux de postes vacants représente le nombre de postes vacants divisé par la demande de main-d'œuvre totale, c'est-à-dire la somme des postes occupés et des postes vacants. Il correspond à la proportion des postes inoccupés par rapport à l'ensemble des postes salariés disponibles. Des taux de postes vacants élevés sont souvent associés à des périodes de croissance économique, alors que de faibles taux peuvent être associés à des périodes de ralentissement de la croissance ou de repli économique.

En septembre, le taux national de postes vacants dans les entreprises canadiennes s'est établi à 1,8 %, en légère hausse par rapport au taux de 1,7 % enregistré en septembre 2011.

Graphique 3

Taux de postes vacants, par province, moyenne de trois mois, septembre 2011 et septembre 2012



À l'échelle provinciale, le taux de postes vacants a augmenté en Alberta, au Manitoba, en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard, alors qu'il a peu varié ailleurs.

En septembre, le taux de postes vacants a atteint 3,2 % en Alberta, en hausse par rapport au taux de 2,6 % observé en septembre 2011.

Au cours de la période de 12 mois, le taux de postes vacants en Colombie-Britannique est passé de 1,4 % à 1,7 %, et au Manitoba, de 1,8 % à 2,1 %.

Il a aussi connu une hausse à l'Île-du-Prince-Édouard, passant de 1,2 % en septembre 2011 à 1,6 % en septembre 2012.

Taux de postes vacants par secteur

Parmi les principaux secteurs d'activité, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale affichait le taux de postes vacants le plus élevé, soit 2,7 % en septembre, en hausse par rapport au taux de 1,8 % enregistré un an plus tôt. Les postes vacants dans ce secteur se chiffraient à 46 000 en septembre.

Le taux de postes vacants était également en hausse dans le secteur de la construction, passant de 1,5 % à 2,0 % durant la période de 12 mois. Ce secteur comptait 20 000 postes vacants en septembre, soit plus que les 14 000 enregistrés un an plus tôt.

Le taux de postes vacants dans les services administratifs et de soutien s'est établi à 2,1 %, en baisse par rapport au taux de 2,6 % observé un an plus tôt. Le secteur comptait 16 000 postes vacants en septembre.

Le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz partageait le premier rang dans l'ensemble des secteurs pour ce qui est du taux de postes vacants, celui-ci s'établissant à 2,7 %, soit un taux inférieur à celui de 4,0 % observé un an plus tôt. Il y avait 6 200 postes vacants dans ce secteur en septembre, comparativement à 8 700 en septembre 2011.

Note aux lecteurs

Les estimations sur les postes vacants sont recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE), une enquête mensuelle. Depuis le mois de référence de janvier 2011, deux questions supplémentaires sont posées dans l'ERE, qui constitue le volet d'enquête de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Ces questions visent à déterminer s'il y avait des postes vacants le dernier jour ouvrable du mois et, le cas échéant, le nombre de ces postes.

La population cible est identique à celle de l'ERE et comprend tous les employeurs du Canada, sauf ceux dont l'activité principale relève des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services aux ménages privés, des organismes religieux, du personnel militaire des services de la défense, et des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales.

Dans chaque communiqué, les estimations pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les estimations du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les estimations les plus à jour pour chaque mois.

Qualité des données

Les estimations sur les postes vacants aussi bien que celles sur le chômage sont fondées sur des échantillons, et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant les régions géographiques et les branches d'activité affichant un petit nombre de postes vacants ou de chômeurs sont sujettes à une variabilité plus importante.

Les estimations sur les postes vacants ne sont pas désaisonnalisées, de sorte que les comparaisons ne devraient être faites que d'une année à l'autre. S'agissant d'une nouvelle série de données, les tendances ne sont pas encore disponibles; par conséquent, ces données doivent être interprétées avec prudence.

Toutes les estimations sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, les estimations du mois courant sont fondées sur la moyenne des estimations du mois courant et des deux mois précédents.

Définitions

Postes vacants : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il existe un poste précis, le travail pourrait débuter dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés hors de l'organisation pour doter ce poste.

Demande de travail : La demande de travail totale correspond à la somme de la demande de travail satisfaite (postes salariés occupés) et de la demande de travail insatisfaite (postes vacants).

Principaux secteurs d'activité : Il s'agit des secteurs affichant les effectifs les plus importants de salariés pour lesquels des données publiables sur les postes vacants sont disponibles.

Taux de postes vacants : Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes vacants et des postes occupés.

Ratios chômeurs-postes vacants

Tous les chômeurs : Le ratio chômeurs-postes vacants pour tous les chômeurs correspond au nombre total de chômeurs, peu importe leur expérience antérieure de travail, selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), divisé par le nombre de postes vacants. Ce ratio indique le nombre de chômeurs disponibles pour chaque poste vacant et constitue une mesure de la tension sur le marché du travail.

Par secteur : Pour chaque secteur, le ratio correspond au nombre de chômeurs ayant travaillé dans le secteur au cours des 12 mois précédents, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants dans le même secteur. Sont exclus les nouveaux arrivants sur le marché du travail, de même que les chômeurs qui n'ont pas travaillé au cours des 12 mois précédents. Les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour les personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

L'utilisation des données visant le secteur du dernier emploi occupé par le chômeur ne signifie pas que le chômeur en question a continué de chercher du travail dans ce secteur. Ce ratio indique le nombre de chômeurs dont le dernier emploi se trouvait dans le secteur en question pour chaque poste vacant dans ce secteur. Il constitue une mesure de la tension sur le marché du travail dans ce secteur.

Tableau 1
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants et ratio chômage-postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2011			Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012			Septembre 2011 à septembre 2012		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Canada	1 403,2	248,2	5,7	1 408,7	266,7	5,3	5,5	18,5	-0,4
Terre-Neuve-et-Labrador	32,1	2,9	11,0	31,0	2,8	11,2	-1,1	-0,1	0,2
Île-du-Prince-Édouard	8,0	0,7	10,9	7,9	1,0	8,2	-0,1	0,3	-2,7
Nouvelle-Écosse	42,9	5,3	8,2	45,1	4,7	9,6	2,2	-0,6	1,4
Nouveau-Brunswick	35,8	4,3	8,4	40,1	4,7	8,5	4,3	0,4	0,1
Québec	311,0	51,6	6,0	316,4	48,3	6,6	5,4	-3,3	0,6
Ontario	588,1	90,3	6,5	617,1	86,2	7,2	29,0	-4,1	0,7
Manitoba	40,3	9,6	4,2	39,5	11,4	3,5	-0,8	1,8	-0,7
Saskatchewan	27,1	11,0	2,5	27,9	13,1	2,1	0,8	2,1	-0,4
Alberta	130,2	45,9	2,8	106,3	61,2	1,7	-23,9	15,3	-1,1
Colombie-Britannique	182,3	25,6	7,1	172,0	32,2	5,3	-10,3	6,6	-1,8
Yukon	1,0	0,4	2,3	1,1	0,3	3,6	0,1	-0,1	1,3
Territoires du Nord-Ouest	1,9	0,5	4,1	2,2	0,7	3,3	0,3	0,2	-0,8
Nunavut	2,4	0,2	11,9	2,1	0,3	8,5	-0,3	0,1	-3,4

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Tableau 2
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants, et ratio chômage-postes vacants, par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2011			Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012			Septembre 2011 à septembre 2012		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômage-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Tous les chômeurs¹	1 403,2	248,2	5,7	1 408,7	266,7	5,3	5,5	18,5	-0,4
Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs	786,1	248,2	3,2	803,1	266,7	3,0	17,0	18,5	-0,2
Foresterie, exploitation et soutien	5,2	0,6	8,3	5,0	0,5	9,2	-0,2	-0,1	0,9
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	9,9	8,7	1,1	13,3	6,2	2,2	3,4	-2,5	1,1
Services publics	4,2	1,8	2,4	3,4	1,5	2,3	-0,8	-0,3	-0,1
Construction	74,4	14,3	5,2	78,7	20,0	3,9	4,3	5,7	-1,3
Fabrication	96,7	20,2	4,8	95,3	19,4	4,9	-1,4	-0,8	0,1
Commerce de gros	19,7	14,2	1,4	26,1	13,6	1,9	6,4	-0,6	0,5
Commerce de détail	100,1	26,3	3,8	93,2	23,6	3,9	-6,9	-2,7	0,1
Transport et entreposage	34,6	13,4	2,6	33,0	14,0	2,4	-1,6	0,6	-0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	13,3	4,8	2,8	18,3	6,3	2,9	5,0	1,5	0,1
Finance et assurances	19,6	F	F	14,1	9,0	1,6	-5,5	F	F
Services immobiliers, de location et de location à bail	9,9	F	F	10,6	4,4	2,4	0,7	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	42,2	20,3	2,1	40,4	20,5	2,0	-1,8	0,2	-0,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	F	0,8	F	F	F	F	F	F	F
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	58,3	20,2	2,9	57,7	16,4	3,5	-0,6	-3,8	0,6
Services d'enseignement	104,1	10,5	9,9	115,5	10,2	11,3	11,4	-0,3	1,4
Soins de santé et assistance sociale	45,0	31,0	1,5	51,1	46,3	1,1	6,1	15,3	-0,4
Arts, spectacles et loisirs	37,5	4,1	9,2	27,7	4,9	5,6	-9,8	0,8	-3,6
Hébergement et services de restauration	77,1	23,3	3,3	82,8	28,0	3,0	5,7	4,7	-0,3
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	22,6	10,6	2,1	28,0	11,2	2,5	5,4	0,6	0,4
Administrations publiques ²	11,8	5,3	2,2	8,7	8,3	1,1	-3,1	3,0	-1,1

F trop peu fiable pour être publié

1. Pour tous les chômeurs, le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

2. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio pour « Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs » et par secteur, comprennent uniquement ceux qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

Tableau 3
Nombre et taux de postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2011		Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012		Septembre 2011 à septembre 2012		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation
Canada	248,2	1,7	266,7	1,8	18,5	7,5	0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	2,9	1,5	2,8	1,4	-0,1	-3,4	-0,1
Île-du-Prince-Édouard	0,7	1,2	1,0	1,6	0,3	42,9	0,4
Nouvelle-Écosse	5,3	1,4	4,7	1,2	-0,6	-11,3	-0,2
Nouveau-Brunswick	4,3	1,4	4,7	1,6	0,4	9,3	0,2
Québec	51,6	1,6	48,3	1,5	-3,3	-6,4	-0,1
Ontario	90,3	1,7	86,2	1,6	-4,1	-4,5	-0,1
Manitoba	9,6	1,8	11,4	2,1	1,8	18,8	0,3
Saskatchewan	11,0	2,6	13,1	2,9	2,1	19,1	0,3
Alberta	45,9	2,6	61,2	3,2	15,3	33,3	0,6
Colombie-Britannique	25,6	1,4	32,2	1,7	6,6	25,8	0,3
Yukon	0,4	2,4	0,3	1,8	-0,1	-25,0	-0,6
Territoires du Nord-Ouest	0,5	1,9	0,7	2,7	0,2	40,0	0,8
Nunavut	0,2	2,0	0,3	2,5	0,1	50,0	0,5

Tableau 4
Nombre et taux de postes vacants par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2011		Moyenne de trois mois se terminant en septembre 2012		Septembre 2011 à septembre 2012		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation
Ensemble des secteurs	248,2	1,7	266,7	1,8	18,5	7,5	0,1
Foresterie, exploitation et soutien	0,6	1,4	0,5	1,2	-0,1	-16,7	-0,2
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	8,7	4,0	6,2	2,7	-2,5	-28,7	-1,3
Services publics	1,8	1,4	1,5	1,2	-0,3	-16,7	-0,2
Construction	14,3	1,5	20,0	2,0	5,7	39,9	0,5
Fabrication	20,2	1,3	19,4	1,3	-0,8	-4,0	0,0
Commerce de gros	14,2	1,8	13,6	1,8	-0,6	-4,2	0,0
Commerce de détail	26,3	1,4	23,6	1,2	-2,7	-10,3	-0,2
Transport et entreposage	13,4	1,9	14,0	1,9	0,6	4,5	0,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	4,8	1,4	6,3	1,9	1,5	31,3	0,5
Finance et assurances	F	2,0	9,0	1,3	F	F	-0,7
Services immobiliers, de location et de location à bail	F	1,5	4,4	1,7	F	F	0,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	20,3	2,5	20,5	2,5	0,2	1,0	0,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,8	0,7	F	2,0	F	F	1,3
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	20,2	2,6	16,4	2,1	-3,8	-18,8	-0,5
Services d'enseignement	10,5	1,1	10,2	1,0	-0,3	-2,9	-0,1
Soins de santé et assistance sociale	31,0	1,8	46,3	2,7	15,3	49,4	0,9
Arts, spectacles et loisirs	4,1	1,4	4,9	1,7	0,8	19,5	0,3
Hébergement et services de restauration	23,3	2,0	28,0	2,4	4,7	20,2	0,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	10,6	2,0	11,2	2,1	0,6	5,7	0,1
Administrations publiques ¹	5,3	1,1	8,3	1,7	3,0	56,6	0,6

F trop peu fiable pour être publié

1. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Les tableaux de données sur les postes vacants ne sont présentement pas offerts dans CANSIM, mais peuvent être obtenus gratuitement en composant sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

La diffusion des données d'octobre sur les postes vacants aura lieu le 22 janvier 2013.

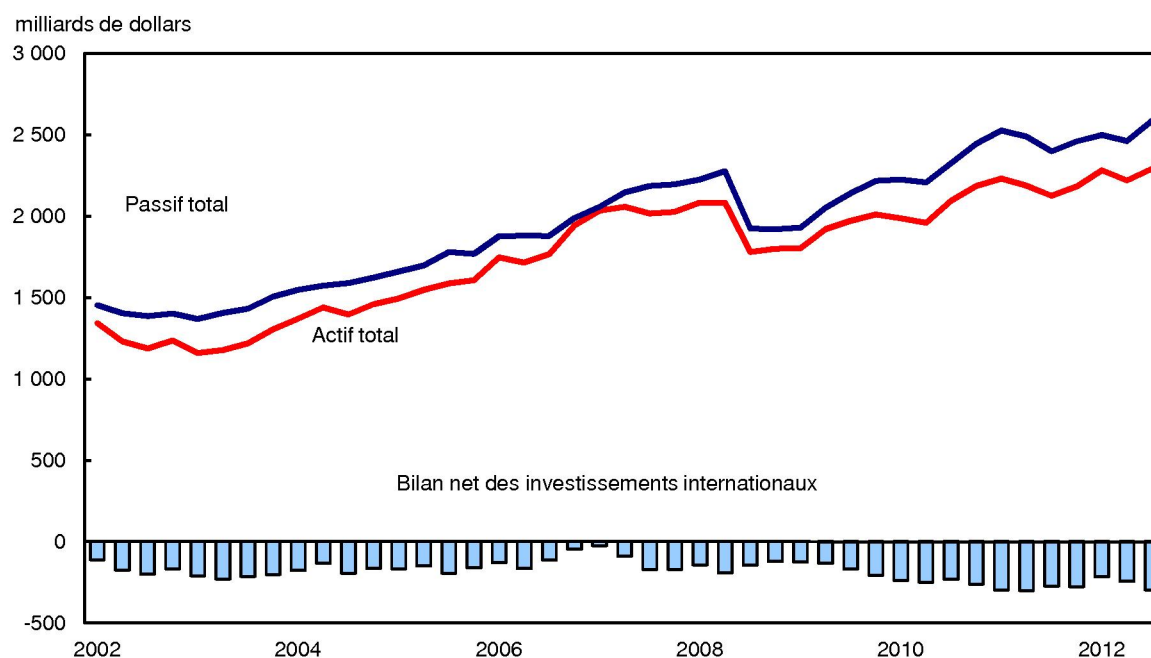
Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christel Le Petit au 613-951-3856 (christel.lepetit@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Bilan des investissements internationaux du Canada, troisième trimestre de 2012

La dette extérieure nette du Canada a augmenté de 53,7 milliards de dollars pour atteindre 296,6 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. Cette hausse a été principalement attribuable aux effets de l'appréciation du dollar canadien sur les actifs en devises étrangères ainsi qu'à l'augmentation de l'emprunt à l'étranger au cours du trimestre.

Graphique 1 Bilan des investissements internationaux du Canada



La croissance de l'actif international est alimentée par le raffermissement des marchés boursiers, mais atténuée par l'appréciation du dollar canadien

La valeur de l'actif international du Canada a augmenté de 72,8 milliards de dollars pour se chiffrer à 2 290,3 milliards de dollars au troisième trimestre. La hausse s'explique par le raffermissement des marchés boursiers étrangers et par l'intensification des acquisitions canadiennes d'actifs étrangers (51,8 milliards de dollars) durant le trimestre. Toutefois, l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des grandes devises étrangères a eu pour effet de réduire de 56,9 milliards de dollars la valeur de l'actif international en devises étrangères au cours du trimestre. Le dollar canadien s'est apprécié de 3,5 % par rapport au dollar américain, de 2,0 % par rapport à l'euro, de 1,0 % par rapport au yen japonais et de 0,5 % par rapport à la livre anglaise.

Les investissements soutenus en provenance de l'étranger et les hausses enregistrées sur les marchés boursiers sont à l'origine de la hausse du passif international

Les non-résidents ont investi 74,0 milliards de dollars dans l'économie canadienne au troisième trimestre, alors que le passif international du Canada a augmenté de 126,5 milliards de dollars pour atteindre 2 586,9 milliards de dollars. Les hausses enregistrées sur les marchés boursiers canadiens ont également ajouté 63,0 milliards de dollars à la valeur des avoirs des non-résidents en actions canadiennes, le Toronto Stock Exchange ayant

progressé de 6,2 %. En revanche, les mouvements de taux de change ont atténué la hausse globale du passif international, amortie par la réévaluation à la baisse (-20,1 milliards de dollars) du passif canadien exprimé en devises étrangères.

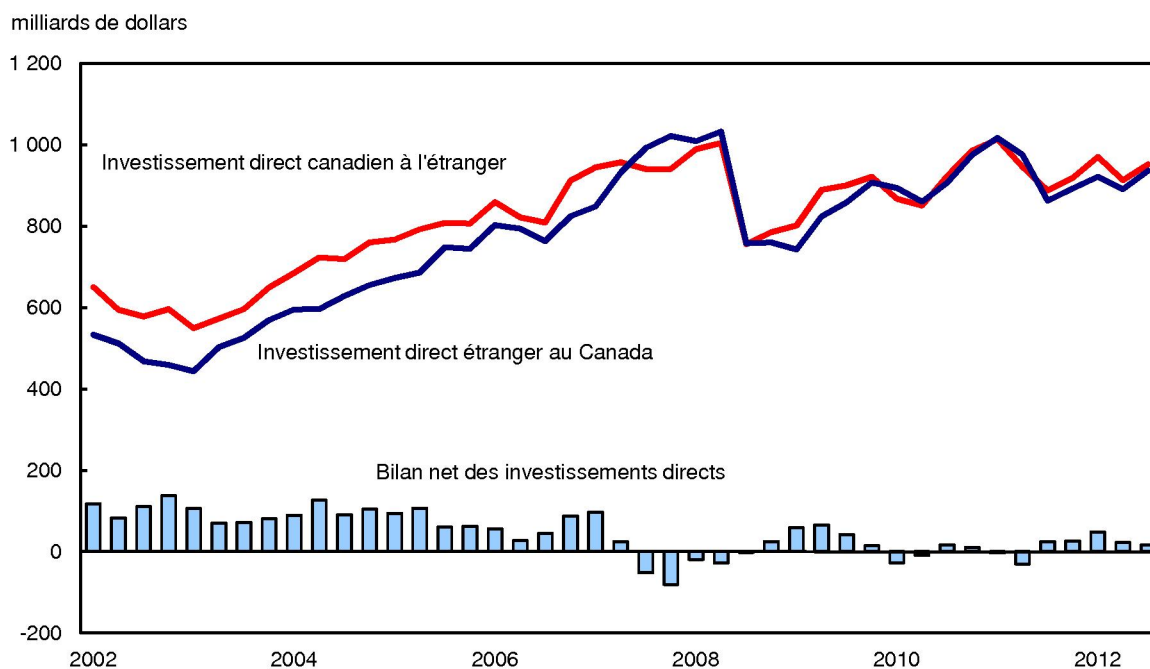
La position d'actif net du Canada en investissements directs recule

La position d'actif net du Canada en investissements directs a continué à reculer au troisième trimestre, l'augmentation de l'investissement direct étranger au Canada ayant été supérieure à celle de l'investissement direct canadien à l'étranger.

L'investissement direct canadien à l'étranger a crû de 39,5 milliards de dollars pour se chiffrer à 951,9 milliards de dollars à la fin du trimestre. Les hausses des prix sur les marchés boursiers internationaux et les sorties d'investissements ont ajouté 44,3 milliards de dollars et 19,1 milliards de dollars, respectivement, ces dernières étant attribuables à l'expansion des activités de fusion et d'acquisition. Toutefois, la hausse a été partiellement contrebalancée par l'effet de réévaluation qu'a eu l'appréciation du dollar canadien sur l'actif en devises étrangères.

En ce qui a trait au passif, la valeur de l'investissement direct étranger au Canada a progressé de 45,9 milliards de dollars pour s'établir à 936,0 milliards de dollars. Cette progression a été imputable à la hausse des marchés canadiens des actions soutenue par des flux d'investissements directs de 8,4 milliards de dollars durant le trimestre.

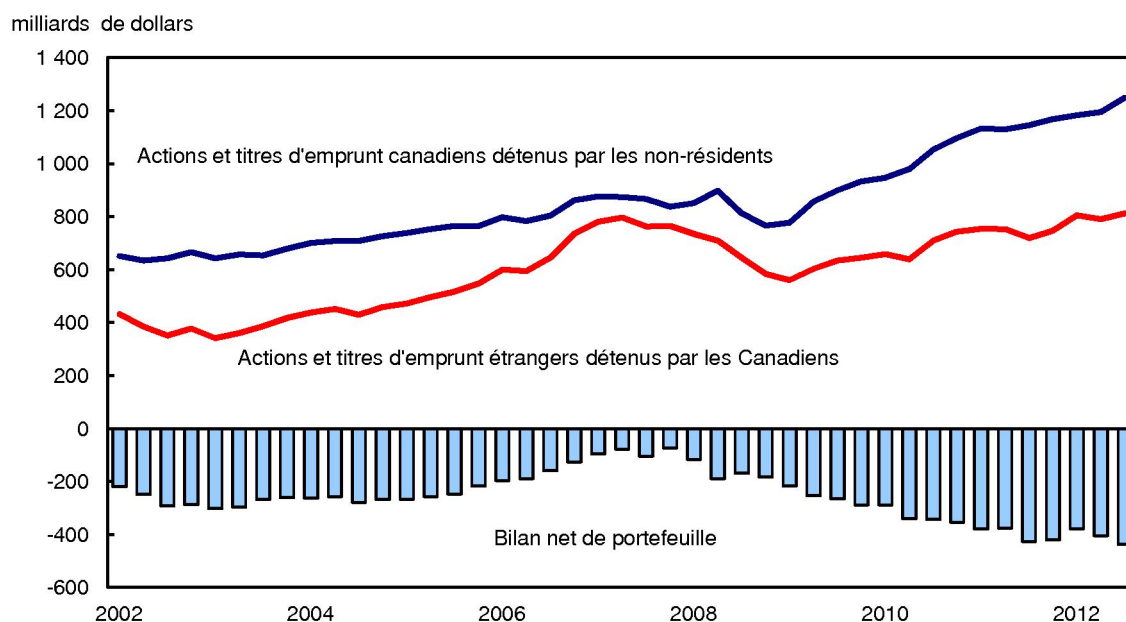
Graphique 2 Bilan des investissements directs du Canada



La position de passif net en valeurs mobilières du Canada continue de s'accroître

Les avoirs canadiens en titres étrangers ont augmenté de 21,6 milliards de dollars, surtout en raison des gains en capital sur les actions. Cette croissance a été freinée par la réévaluation à la baisse de ces titres en devises étrangères. La valeur des titres étrangers détenus par les investisseurs canadiens s'élevait à 811,5 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre, dont 79 % sous la forme d'actions.

Graphique 3 Bilan international de portefeuille



Les emprunts canadiens soutenus auprès de non-résidents combinés à la hausse du Toronto Stock Exchange au troisième trimestre expliquent une grande partie de l'augmentation de 53,9 milliards de dollars de la valeur des avoirs étrangers en titres canadiens. Les titres d'emprunt représentaient 65 % (806,5 milliards de dollars) des 1 248,5 milliards de dollars de titres canadiens détenus par des non-résidents. Les non-résidents accaparent une part grandissante de la dette des administrations publiques depuis le premier trimestre de 2009, particulièrement de la dette de l'administration publique fédérale. Par conséquent, la part des obligations du gouvernement fédéral et des effets à court terme détenus par des non-résidents a plus que doublé, passant de 13 % au quatrième trimestre de 2008 à 29 % à la fin du troisième trimestre de 2012.

Note aux lecteurs

La principale mesure des comptes du bilan des investissements internationaux intègre désormais la comptabilisation à la valeur au marché des titres négociables et du capital-actions des investissements directs étrangers. Cette présentation ajoute une nouvelle dimension à l'analyse du bilan net des investissements internationaux du Canada et reflète plus fidèlement l'évolution de cette position. Le bilan des investissements internationaux à la valeur comptable reste disponible, étant donné que le lien d'accès au communiqué sur les investissements directs étrangers annuels comprend les détails par région géographique et par branche d'activité. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez consulter la section intitulée [Évaluation de l'actif et du passif](#).

Définition

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada envers le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre cet actif étranger et ce passif. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position d'endettement international net du Canada. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé « actif international net du Canada ».

Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif exprimée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié du passif international du pays est exprimée en devises étrangères. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien est en dévalorisation.

Tableau 1
Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2008	Quatrième trimestre de 2009	Quatrième trimestre de 2010	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012
	milliards de dollars						
Actif	1 798,2	2 009,5	2 184,6	2 180,8	2 280,3	2 217,4	2 290,3
Investissements directs							
canadiens à l'étranger	784,7	921,3	985,6	918,2	969,9	912,4	951,9
Investissements de portefeuille							
canadien	583,2	645,3	743,5	747,0	805,2	789,9	811,5
Titres d'emprunt étrangers	145,9	142,8	165,0	169,9	163,7	170,4	170,0
Marché monétaire étranger	3,5	4,6	6,7	4,8	4,2	3,0	3,7
Obligations étrangères	142,4	138,1	158,3	165,1	159,5	167,4	166,3
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	437,3	502,5	578,5	577,1	641,5	619,4	641,5
Réserves officielles							
internationales	53,4	57,1	56,8	66,9	69,2	67,4	67,0
Autre investissement canadien	376,9	385,8	398,6	448,6	436,1	447,7	459,9
Prêts	93,4	103,0	112,7	124,8	125,6	133,1	149,3
Devises et dépôts	226,8	225,0	225,4	259,1	245,8	252,9	247,4
Autres actifs	56,8	57,7	60,5	64,7	64,7	61,7	63,3
Passif	1 918,8	2 215,5	2 445,1	2 457,7	2 496,5	2 460,3	2 586,9
Investissements directs							
étrangers au Canada	759,5	907,0	975,0	891,6	921,2	890,1	936,0
Investissements de portefeuille							
à l'étranger	765,8	933,4	1 096,7	1 167,5	1 182,8	1 194,7	1 248,5
Titres d'emprunt canadiens	509,7	563,2	643,9	745,2	745,7	785,4	806,5
Marché monétaire canadien	35,0	32,9	35,6	68,0	59,9	70,6	70,8
Obligations canadiennes	474,6	530,3	608,3	677,3	685,9	714,9	735,8
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	256,2	370,1	452,8	422,3	437,0	409,2	442,0
Autre investissement étranger	393,5	375,2	373,4	398,5	392,6	375,5	402,3
Emprunts	78,8	65,8	65,8	65,1	61,5	54,0	59,6
Devises et dépôts	291,4	278,5	277,6	302,4	299,9	290,5	311,8
Droits de tirage spéciaux	1,5	10,2	9,2	9,3	9,3	9,3	9,1
Autres passifs	21,8	20,8	20,7	21,7	21,9	21,8	21,8
Bilan net des investissements internationaux	-120,5	-206,0	-260,4	-276,8	-216,2	-242,9	-296,6

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 376-0059, 376-0142 et 376-0144.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534 et 1537.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), deuxième trimestre de 2012

La valeur marchande des caisses de retraite parrainées par les employeurs canadiens s'est élevée à 1,1 billion de dollars à la fin du deuxième trimestre, en baisse de 1,0 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du premier recul depuis le troisième trimestre de 2011.

Les investissements en actions des caisses de retraite ont diminué de 6,0 % au deuxième trimestre, des pertes semblables dans la valeur des parts ayant été enregistrées à la Bourse de Toronto au cours de la même période. Cette baisse a été compensée en partie par une hausse de 2,0 % de la valeur des avoirs en obligations.

Le recul de la valeur des actions et des obligations étrangères et des investissements étrangers à court terme a fait baisser de 4,3 % la valeur totale des investissements étrangers. Les actifs canadiens se sont accrus de 0,6 % grâce à une augmentation de la valeur des avoirs en obligations canadiennes.

Les revenus ont diminué de 25,7 % au deuxième trimestre, en raison de la réduction des bénéfices réalisés sur la vente de titres et de la baisse des cotisations des employeurs. Le revenu net est passé de 22,6 milliards de dollars à 7,2 milliards de dollars, des pertes de 5,3 milliards de dollars sur la vente de titres ayant fait augmenter les dépenses de 40,8 %.

Les cotisations aux caisses de retraite ont baissé de 7,6 % pour s'établir à 12,6 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les prestations versées aux retraités ont augmenté de 3,4 % pour s'élever à 11,5 milliards de dollars.

Un peu plus de six millions de travailleurs canadiens participent à un régime de pension de l'employeur. Parmi ceux-ci, cinq millions de travailleurs participent à un régime de retraite en fiducie et un million sont couverts par des contrats gérés principalement par des sociétés d'assurances. Les données du présent communiqué ne portent que sur les régimes de retraite en fiducie et leurs caisses de retraite.

Tableau 1
Caisses de retraite en fiducie, valeur marchande selon le type d'actif

	Premier trimestre de 2012 ^P	Premier trimestre de 2012 ^P	Deuxième trimestre de 2012 ^P	Deuxième trimestre de 2012 ^P	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2012
	millions de dollars	% de l'actif total	millions de dollars	% de l'actif total	variation en %
Actif total	1 139 924	100,0	1 129 026	100,0	-1,0
Obligations	423 548	37,2	432 131	38,3	2,0
Actions	369 047	32,4	346 730	30,7	-6,0
Hypothèques	12 809	1,1	12 797	1,1	-0,1
Immobilier	85 129	7,5	86 860	7,7	2,0
Court terme	39 091	3,4	39 125	3,5	0,1
Autres actifs	203 536	17,9	204 572	18,1	0,5
Actifs, caisses inférieures à 10 millions de dollars	6 765	0,6	6 810	0,6	0,7

^P provisoire

Tableau 2
Caisses de retraite en fiducie : revenus et dépenses

	Premier trimestre de 2012 ^P	Deuxième trimestre de 2012 ^P	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2012
	millions de dollars		variation en %
Revenu total	36 955	27 466	-25,7
Revenu des cotisations	13 634	12 600	-7,6
Revenu de placements	8 584	10 890	26,9
Bénéfices nets sur la vente de titres	13 688	2 451	-82,1
Revenus divers	762	1 303	71,0
Revenu, caisses inférieures à 10 millions de dollars	287	222	-22,6
Dépenses totales	14 371	20 231	40,8
Versements des rentes puisées dans la caisse	11 108	11 482	3,4
Coût des rentes achetées	80	85	6,2
Retraits en espèces	1 535	1 671	8,9
Frais d'administration	981	1 049	6,9
Perte nette sur la vente de titres	291	5 304	1 722,7
Autres dépenses	301	554	84,1
Dépenses, caisses inférieures à 10 millions de dollars	75	86	14,7
Revenu net	22 584	7 236	-68,0

^P provisoire

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Ciment, octobre 2012

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur le ciment.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 303-0060 et 303-0061.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2140.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Exportations des grains, selon les destinations finales, octobre 2012

Il est maintenant possible de consulter les données d'octobre sur les exportations des grains, selon les destinations finales.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableau 001-0015.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3403.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête sur les personnes ayant des problèmes neurologiques au Canada, 2011

Les données de l'Enquête sur les personnes ayant des problèmes neurologiques au Canada de 2011 sont maintenant offertes.

Note aux lecteurs

L'objectif de cette enquête (parrainée par l'Agence de la santé publique du Canada) était de recueillir de nouveaux renseignements à propos des expériences des Canadiens ayant des problèmes neurologiques chroniques. L'enquête fournira des renseignements à propos des répercussions des problèmes neurologiques sur les individus vivant avec ces problèmes, ainsi que sur leurs familles et leurs aidants.

Les données ont été recueillies à l'automne 2011 et à l'hiver 2012. Environ 4 400 personnes ont été interviewées dans les 10 provinces.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5182.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Il n'y a pas de nouveaux produits aujourd'hui.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2012. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>